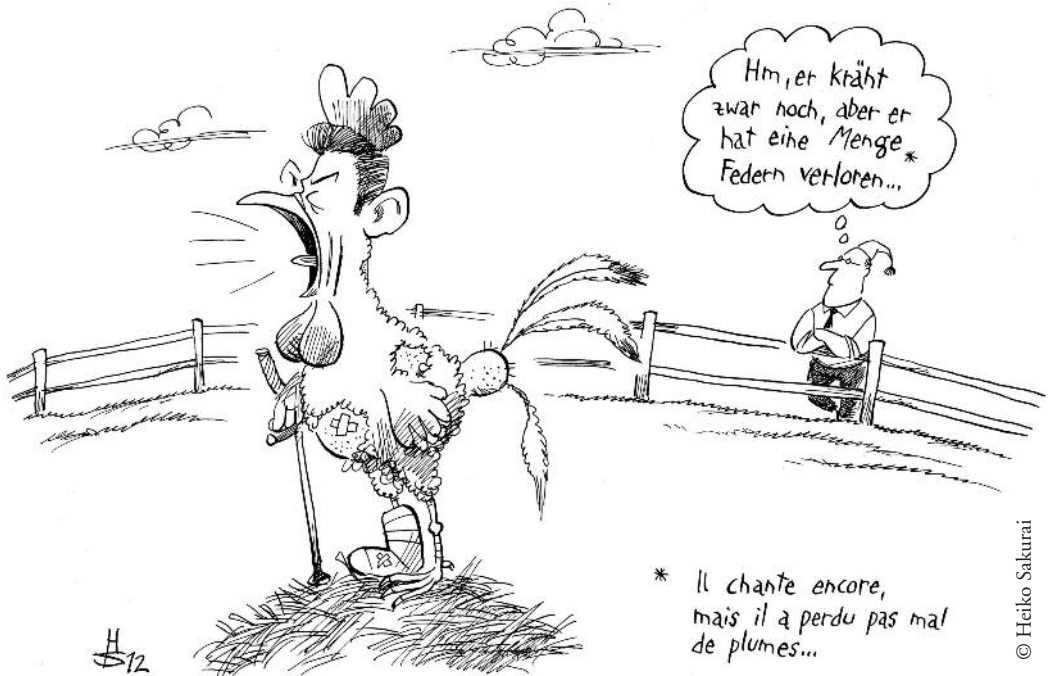


Un bilan mitigé

Le mandat de Nicolas Sarkozy vu d'Allemagne

Gérard Foussier*

» C'est en dehors de toutes considérations électoralistes et sans volonté de spéculer sur l'issue du scrutin que tous les auteurs de ce dossier brosent un portrait « allemand » du quinquennat, axé essentiellement sur les questions de politique étrangère, avec deux exceptions : la santé et la culture.



© Heiko Sakurai

Quel contraste, entre les innombrables sommets de ces derniers mois, où Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, pour ainsi dire main dans la main, ont fait montre de leur partenariat et ont tout fait pour surmonter leurs divergences dans l'action et leurs différences de mentalité. Lorsque Nicolas Sarkozy est arrivé à l'Élysée, l'Allemagne a d'abord observé, discrètement amusée par des faux-pas imputés généreusement à ces débuts difficiles qui ont toujours marqué les premiers mois d'un président français.

En 1981, d'aucuns en Allemagne voyaient déjà les chars soviétiques sur la Place de la Concorde après la formation du gouvernement socialo-communiste de François Mitterrand. Les craintes ont pu être rapidement estompées. En 1995, lorsque contre toute attente Jacques Chirac avait décidé, 50 ans jour pour jour après l'explosion de la bombe d'Hiroshima, de reprendre les essais nucléaires, la colère avait été vive dans l'opinion publique. On se souvient des appels au boycottage des produits français. Bien vite, le champagne et le ca-

* Gérard Foussier est rédacteur en chef de *Dokumente/Documents* et président du Bureau International de Liaison et de Documentation (B.I.L.D.).

membert ont retrouvé leur place sur les bonnes tables des amoureux de la gastronomie française et les dernières années du mandat de Jacques Chirac ont marqué un rapprochement inédit avec l'Allemagne de Gerhard Schröder dans leur refus de suivre les Etats-Unis dans leurs interventions militaires contre l'Irak.

Par rapport à ces trois exemples, les débuts de Nicolas Sarkozy auront provoqué plutôt hausses d'épaules, amusement et agacement. Le nouveau président avait cru, dès le soir de son élection, que son idée d'une Union méditerranéenne à domination française pourrait contrebalancer l'arrivée des pays de l'Est, plus proches de l'Allemagne. Il aura fallu toute la patience et la ténacité de la chancelière pour lui faire comprendre que l'Allemagne, en sa qualité de pays membre de l'Union européenne, avait sa place dans une telle union. Finalement, Paris et Berlin se mettront d'accord pour la création dans le cadre européen d'une Union pour la Méditerranée. Nuance.

Peu féru de culture germanique, Nicolas Sarkozy (que les humoristes allemands comparent souvent à Louis de Funès) aura commis quelques bourdes qui lui vaudront les quolibets des observateurs en Allemagne : par exemple en 2007, alors qu'il n'était encore que candidat à la présidence, il avait cru bon de rappeler que la France, elle, n'avait pas inventé la solution finale ni exterminé de peuple. Berlin avait préféré faire la sourde oreille. En juillet 2007, après avoir été contredit lors d'un sommet des ministres des Finances à Bruxelles par le ministre allemand, Peer Steinbrück (« *De quel droit me parlez-vous sur ce ton là ?* »), il n'avait pas hésité à demander à la chancelière (CDU) de sermonner son ministre (SPD). Ce que Angela Merkel s'est bien gardée de faire. L'année suivante, dans son discours lors de la remise du Prix Charlemagne, il s'adressa au mari de la chancelière, Joachim Sauer, en l'appelant « *Monsieur Merkel* », alors que Angela Merkel porte toujours le nom de son premier mari. Un chef d'Etat ne peut pas tout savoir. Par contre en 2009, lorsque Nicolas Sarkozy affirma haut et fort qu'il s'était rendu dès le matin du 9 novembre 1989, avec sa petite pioche, pour soutenir les foules enthousiastes qui faisaient tomber le Mur de la honte, il aura fallu beaucoup de doigté diplomatique pour lui

faire savoir que le matin du 9 novembre, personne n'imaginait la moindre petite brèche dans le Mur de Berlin. Sans compter qu'on imagine mal un homme politique français se rendre dans la ville alors encore divisée avec une pioche dans ses bagages. Sans commentaire (ou presque).

Plus gênantes sont les petites remarques, destinées en réalité à l'électorat français, par lesquelles le chef de l'Etat fait allusion à l'Allemagne, pour dire par exemple en 2010 à propos des campements de Roms que « *Madame Merkel m'a indiqué sa volonté de procéder dans les prochaines semaines à l'évacuation de camps* ». D'abord, cela était faux. Ensuite, il y a des mots qui ne passent pas en Allemagne. Camp fait partie de ce vocabulaire banni. Le démenti officiel a été rapide, la presse n'a pas hésité à parler de « *scandale* » (*Die Welt*).

On pourrait multiplier les exemples, par lesquels Nicolas Sarkozy, à force de vouloir démontrer par a + b que ses réformes sont bonnes, car l'Allemagne fait de même, se trompe de registre et livre de fausses vérités. Près de cinq ans après son élection, le président irrite, amuse et déconcerte. Mais l'Allemagne en a pris son parti.

D'accord ou pas d'accord ?

C'est lorsque la situation devient sérieuse que les observateurs allemands s'interrogent sur le couple franco-allemand, présenté tout au long du quinquennat, tour à tour comme étant au bord du divorce, en pleine lune de miel ou encore des mariés faisant chambres à part. Sans entrer dans le détail des attitudes (changeantes) des uns et des autres, une formule revient fréquemment dans les analyses : Nicolas Sarkozy sait ce qu'il veut, mais a du mal à convaincre la chancelière ; Angela Merkel, quant à elle, sait ce qu'elle ne veut pas et aurait plutôt tendance à favoriser l'attentisme plutôt que de céder aux sirènes de l'Elysée. Et au bout du compte, l'un des deux parvient à imposer ses vues à l'autre.

Ceci dit, les analyses des différents auteurs allemands, invités par *Dokumente/Documents* à exprimer leur sentiment sur ces années Sarkozy, partagent tous le même avis : Nicolas Sarkozy avait promis la rupture, il a certes lancé de nombreuses réformes, la France a bougé en l'espace de

cinq ans, mais dans l'ensemble, c'est la continuité qui domine.

- Continuité dans les aspirations absolutistes de l'hôte de l'Élysée (article de Medard Ritzenhofen, page 27), même si certains reprochent à Nicolas Sarkozy de ne pas avoir la stature présidentielle de ces prédécesseurs, stature, soit dit en passant, qui était largement critiquée par la presse allemande lorsqu'ils accusaient les présidents, de de Gaulle à Chirac sans exception, de vouloir ressembler à Louis XIV.

- Continuité dans la volonté de présenter l'approche très gaulliste d'« *une certaine idée de la France* » (article de Nadine Pippel sur la Maison de l'Histoire de la France, page 29).

- Continuité en politique étrangère (article de Thomas Siemes, page 33), domaine réservé du chef de l'État.

- Continuité dans les relations franco-allemandes (article de Kerstin Radtke, page 37), qui survit à toutes les incompréhensions, divergences et irritations.

- Continuité dans la politique africaine (article d'Ortwin Ziemer, page 41) qui reste très marquée par le concept pourtant largement décrié de la *Françafrique*. De même dans les départements et territoires d'outre-mer, où cohabitent politique intérieure et politique étrangère.

- Continuité aussi dans deux domaines, la santé (article d'Elisabeth Schreiber, page 46) et la culture (article de Bettina de Cosnac, page 49), mais sous le signe de l'impuissance : la volonté de réforme est indéniable, mais le changement radical, voulu pour que la France présente au monde sa bonne santé et soit une vitrine culturelle, n'est pas au rendez-vous et se heurte à des difficultés que cinq années de mandat ne suffisent pas visiblement à surmonter.

L'Allemagne, aussi abusive que puisse être cette généralisation, regarde avec intérêt en direction de cet « omni-président » qui pendant cinq ans a fait preuve d'une présence de tous les moments, de la Géorgie à la Libye, de l'Europe aux États-Unis, de la Chine à la Russie. Un « hyper-président » dont l'activisme parfois sans mesure contraste avec le sentiment que la chancelière, elle, est plus pondérée dans ses agissements et plus attentiste dans ses décisions. Mais surtout

un débordement d'idées qui n'ont pas toujours été concrétisées.

Ce n'est pas un hasard, si dans de nombreux domaines de la politique intérieure et économique Nicolas Sarkozy n'a eu de cesse de se référer à l'Allemagne en la présentant comme un modèle, alors que dans le même temps tout opposait les deux pays. En citant le modèle allemand, le président a en réalité « provoqué » l'opposition, qui par souci de se démarquer du chef de l'État, ce qui est de bonne guerre en politique, a bien sûr cherché en priorité les inconvénients du système allemand pour démontrer qu'il y a sûrement d'autres voies pour combattre la crise. Les récents relents de germanophobie, dont il convient de ne pas en exagérer l'importance, sont aussi le reflet de cette opposition permanente aux affirmations péremptoires du président de la République.

Car les voisins allemands de la France ne comprennent pas toujours ce pays centralisé, dominé par un président élu à la majorité, mais qui reste souvent paralysé par un peuple enclin à la contestation, certains diront : à la révolution. Il faudrait pouvoir expliquer pourquoi un chef de l'État, présentant ses vœux, puisse annoncer, sans même prévenir la ministre de tutelle, qu'il faudrait réfléchir à une suppression de la publicité à la télévision le soir après 20 heures, et que le soir même la ministre en question défende bec et ongles cette idée, qui contraint les chaînes du service public à revoir subitement leurs budgets. Il faudrait expliquer par ailleurs pourquoi la France a tant de mal à retarder le départ à la retraite, à remettre en cause la semaine des 35 heures ou à supprimer les privilèges chez les fonctionnaires, et pourquoi chaque annonce de réforme conduit inexorablement les citoyens à descendre dans la rue – ce qui n'empêche pas le président d'annoncer tout fier que désormais, à la suite de ses propres réformes sur le service minimum, « *quand il y a grève en France, personne ne s'en aperçoit* ». Comment faire croire aux électeurs que la solution à la crise passe par une harmonisation de la fiscalité avec l'Allemagne, alors que tout divise les deux pays sur ce sujet ? Comment faire croire que Paris et Berlin poursuivent les mêmes objectifs, lorsque l'Allemagne abandonne sa filière nucléaire et que la France ne jure que par l'atome ?